

Le dissident et le royaume du silence

>> Le 2 février 2002, Hama Hammami, directeur du journal Al Badil (l'Alternative), interdit, et porte-parole du Parti Communiste des ouvriers tunisiens (PCOT) est incarcéré à la prison civile de Tunis.

Il y a quelques jours, son épouse, Me Radhia Nasraoui, a suspendu une grève de la faim de plus de cinq semaines qu'elle avait entamée pour demander sa libération (il sera finalement libéré le 4 septembre, pour "raison de santé" cf. p.3).

Le 29 juillet, la Cour égyptienne de sûreté de l'Etat condamnait le sociologue Saadeddine Ibrahim à sept ans d'emprisonnement. La Cour décidait aussi de fermer le centre Ibn Khaldoun, centre de recherches indépendant que cet enseignant à l'université américaine du Caire dirigeait depuis des années.

Deux jours plus tard, le 31 juillet, la Haute Cour syrienne de sûreté de l'Etat condamnait Aref Dalila, doyen jusqu'en 1998 de la faculté d'économie d'Alep et universitaire réputé, à une peine de dix ans de prison ainsi qu'à la privation de ses droits civiques.

Dans les trois cas, les procès ont été entachés de nombreuses irrégularités et les prisonniers sont incarcérés dans les plus mauvaises conditions alors que leur état de santé à tous les trois nécessite des soins constants. Les visites leur sont comptées et la presse de leurs pays respectifs reste silencieuse sur leur situation ou n'en parle que pour les diffamer.

Quel est donc le crime de ces trois détenus et de leurs collègues, condamnés en même temps qu'eux et dont la liste serait trop longue pour être rapportée ici ?

Depuis des années, ils plaident pacifiquement pour la réforme des

systèmes politiques de leurs pays ; chacun à sa manière, ils exigent la liberté de la presse, des élections transparentes et pluralistes, l'égalité entre hommes et femmes mais aussi entre tous les citoyens, quelle que soit leur confession, ...

Tous les trois ont tenté d'agir au grand jour, ouvertement, qui en créant un centre de recherches, qui une association, qui un journal. Leur seule arme fut la parole, une parole rebelle et libre. Ailleurs, dans une démocratie, même imparfaite, leur engagement civique aurait été salué. Il leur vaut sous ces cieux l'embastillement et la calomnie.

"La Sainte-Alliance anti-terroriste semble disposée à fermer les yeux sur le comportement des gouvernements de la région pourvu qu'ils s'enrôlent dans le combat qu'elle a décrété prioritaire."

Le seul crime de ces trois dissidents est d'avoir désigné les maux qui taraudent leurs sociétés et qui ont pour noms despotisme politique, accaparement des richesses et dilapidation des ressources des pays, conservatisme social, inégalité des sexes... Leur délit est en fait d'avoir établi, depuis fort longtemps, le même diagnostic à propos de leurs sociétés que les experts indépendants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Dans un rapport récent consacré aux 22 pays membres de la Ligue des Etats arabes, le premier du genre, les chercheurs du PNUD relevaient le paradoxe principal qui caractérise cette région, riche mais peu développée. Trois raisons sont à l'origine de cette situation : l'absence de libertés, les discriminations qui touchent les femmes et "le taux élevé d'analphabétisme et les déficiences du système éducatif". En termes de droits civils et politiques et d'indépendance des médias, cette région vient, selon le

rapport, en dernière place, "derrière toutes les régions du monde".

Aref Dalila, Hama Hammami et Saaeddine Ibrahim sont en réalité les symboles de leurs sociétés muselées, devenues des sortes de "royaumes du silence", selon la formule de Riad Turk, l'indomptable dissident syrien, âgé de 72 ans, condamné le 26 juin à deux ans et demi de prison après avoir passé plus de dix-sept ans au cachot du temps de Hafez Al Assad. Un peu partout dans les pays de la région, "les acteurs de la société civile continuent à faire face à des restrictions limitant leur capacité à jouer leur rôle d'une manière efficace" note le PNUD qui estime nécessaires des parlements "fondés sur des élections libres, honnêtes, efficaces et régulières" et une "réforme des institutions légales et judiciaires".

Aref Dalila, Hama Hammami et Saaeddine Ibrahim sont aujourd'hui bien seuls. La Sainte-Alliance anti-terroriste semble disposée à fermer les yeux sur le comportement des gouvernements de la région pourvu qu'ils s'enrôlent dans le combat qu'elle a décrété prioritaire. Ce choix risque en réalité de s'avérer à courte vue. En acceptant la répression de tous ceux qui prônent pacifiquement la réforme radicale des régimes en place, on nourrit le désespoir et le repli des sociétés et la tentation de la violence aveugle.

De leurs geôles, Dalila, Hammami et Ibrahim tracent les contours d'un autre avenir, juste pour leurs peuples et ouvert aux autres. Il dépend aussi des opinions et des gouvernements du Nord que ce rêve ne soit pas une douce et impossible utopie.

Driss El Yazami
Secrétaire général de la FIDH
Tribune publiée dans le quotidien espagnol
El Pais, le 21 août 2002